
LAURENCE NARDON

TRUMP ET LES DÉMOCRATES

Lors du meeting de lancement de sa campagne de réélection, en juin 2019, le président Trump s'en est surtout pris à son adversaire de 2016, Hillary Clinton. Il est revenu longuement sur l'affaire des e-mails, lorsque cette dernière, secrétaire d'État entre 2009 et 2013, avait utilisé pour des échanges professionnels un serveur d'e-mails personnel non sécurisé. Il a aussi rappelé le mépris dont elle avait fait preuve envers les électeurs pro-Trump issus des classes moyennes, qu'elle avait qualifiés de « déplorables ». Il était sans doute calculé de la part du président de ne pas s'en prendre à l'un des vingt-trois candidats à l'investiture démocrate, afin de ne pas cristalliser l'attention des électeurs démocrates sur cette personne. Cela aurait en effet pu aider un candidat à se démarquer de ses concurrents dans un début de campagne très ouvert. 125

À l'automne 2019, la campagne d'Elizabeth Warren connaît une dynamique très positive, contrastant avec celles de Joe Biden et de Bernie Sanders, ses deux principaux rivaux à la primaire démocrate. Sanders, le socialiste autoproclamé, se fait distancer depuis quelques mois. Il est vrai que sa campagne ne manifeste pas la même énergie que celle qu'il a menée en 2016 face à Hillary Clinton. L'infarctus du myocarde dont il a été frappé le 1^{er} octobre accroît son décrochage dans la course à l'investiture.

Le scandale de la conversation téléphonique de Donald Trump avec le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, conduit les républicains à s'en prendre plus particulièrement au démocrate modéré Joe Biden. En effet, lors de cette conversation entre les deux présidents, qui a entraîné le lancement d'une procédure de destitution (*impeachment*) par la Chambre des représentants, Trump demandait qu'une enquête soit diligentée en Ukraine sur d'éventuels faits de corruption commis par l'un des fils de Joe Biden, Hunter. Ce regain d'attention de la part

de ses adversaires ne semble pas profiter à Biden : sa cote de popularité auprès des électeurs démocrates est en baisse.

Si Elizabeth Warren confirme sa position en tête de la primaire démocrate, le président Trump reprendra les attaques dont il a déjà usé contre elle. Il n'hésitera pas, tout d'abord, à la dépeindre comme une dangereuse communiste. La candidate porte en effet un programme de réformes très radical. Mais à la différence de Bernie Sanders, qui fait campagne sur son opposition au système capitaliste, elle propose pour sa part de remettre en route aux États-Unis un système capitaliste équitable, réparant « l'ascenseur social » pour les classes moyennes. Trump reviendra aussi sur l'affaire des origines ethniques d'Elizabeth Warren. Ses adversaires républicains accusent en effet cette dernière d'avoir mis en avant des origines amérindiennes imaginaires pour bénéficier du principe de discrimination positive lors de son recrutement par la faculté de droit de Harvard dans les années 1990. Mise au défi de prouver ses origines, elle a effectué en 2018 un test ADN qui a révélé des origines cherokee éloignées. Cela n'a pas suffi à faire taire Donald Trump, qui continue à la surnommer « Pocahontas », par dérision. Les représentants de la Cherokee Nation se sont également insurgés contre Elizabeth Warren, l'accusant de s'être approprié une origine ethnique sans y être autorisée.

S'il a pris en otage le Parti républicain pour lui imposer sa ligne populiste en 2016, Donald Trump bouscule donc aussi le Parti démocrate. Par sa communication brutale, incessante et terriblement efficace, il oblige les candidats à l'investiture démocrate à s'adapter sans cesse et modèle très largement la manière dont ils se mettent en ordre de bataille pour l'élection présidentielle de novembre 2020.

Or le Parti démocrate traverse aujourd'hui une période de redéfinition idéologique particulièrement importante. Après des années d'immobilisme lié à la domination du clan Clinton, le parti doit non seulement sélectionner ses nouveaux leaders, mais aussi repenser son programme. Va-t-il se laisser distraire de cette tâche fondamentale par les attaques du président ?

LA FIN DE L'ÈRE LIBÉRALE

Sous la présidence de Ronald Reagan (1981-1989), les thèses du libéralisme économique prennent l'ascendant dans le discours public. Succédant aux décennies d'une pensée économique plus sociale – depuis le *New Deal* des années 1930 jusqu'au projet de « grande société » du président Johnson dans les années 1960 –, elles deviennent la norme. C'est l'époque phare

de l'école de Chicago en matière d'économie, autour des propositions suivantes : baisse des impôts et des investissements publics, monétarisme et orthodoxie budgétaire, déréglementations généralisées, exaltation de l'individu en tant qu'entrepreneur.

Poussé par le courant des *New Democrats* créé par Bill Clinton et Al Gore, le Parti démocrate adopte cette ligne. En 1999, le président Clinton abrogera ainsi la loi Glass-Steagall, qui avait séparé banques de dépôt et banques d'investissement au lendemain de la crise de 1929. Les positions économiques du parti resteront les mêmes sous les mandats de Barack Obama, et jusqu'à Hillary Clinton dans son programme de 2016.

La crise des subprimes de 2007-2008 révèle cependant les excès de la déréglementation financière et, plus largement, les limites d'un modèle qui a fait de l'enrichissement personnel l'alpha et l'oméga de la vie humaine. L'économiste Thomas Piketty montre, par exemple, que les inégalités de revenu dans le pays ont retrouvé en 2007 leur niveau de 1929¹. Le mouvement Occupy Wall Street de 2011 puis le programme de Bernie Sanders en 2016, très populaire auprès des *millennials* (personnes nées entre 1980 et 2000), proposent de remettre en place un État régulateur et redistributeur, afin de redonner aux classes moyennes des chances d'ascension sociale et de réduire les inégalités sociales. Sanders porte même un discours très résolu contre le libre-échange, qui à ses yeux a affaibli la classe ouvrière américaine.

Cette ligne « de gauche » est particulièrement présente dans la campagne de la primaire démocrate pour 2020. Outre ses principaux avocats – l'anticapitaliste Bernie Sanders et la réformatrice radicale Elizabeth Warren –, elle influence tous les autres candidats, tenus par exemple de renoncer aux donations des grandes entreprises, ou de proposer de généreuses réformes de l'assurance santé. Également représentée au Congrès, elle est portée notamment par quatre jeunes femmes élues en novembre 2018 et membres du caucus progressiste de la chambre basse. Ilhan Omar, Ayanna Pressley, Rashida Tlaib et Alexandria Ocasio-Cortez représentent respectivement les États du Minnesota, du Massachusetts, du Michigan et de New York. Elles ont elles-mêmes surnommé leur petit groupe la « *Squad* » (l'escouade). Très médiatique, Ocasio-Cortez multiplie les propositions radicales, comme l'abolition de l'Immigration and Customs Enforcement (la police de l'immigration et des douanes) et le vaste projet écologique de *New Deal* vert. Elle ne pourra cependant

1. *Le Capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil, 2013.

se présenter à la présidentielle qu'en 2024, après avoir tout juste atteint l'âge requis de 35 ans.

UN POSITIONNEMENT POLITIQUE HORS NORME

Ce retour aux sources des démocrates sur les questions économiques va-t-il leur bénéficier dans les urnes ? Cela n'est pas certain. En effet, les Américains issus des classes moyennes peu ou pas diplômées, principales victimes de l'appauvrissement intervenu depuis les années 1970 et auxquels le discours des démocrates radicaux devrait plaire, sont également courtisés par le président. Dans ses meetings de campagne, qu'il s'agisse de ceux de 2016 ou ceux de 2019, Donald Trump porte un discours en partie similaire à celui de Bernie Sanders ou d'Elizabeth Warren.

128 C'est que Trump est un personnage au positionnement politique inhabituel. Durant les longues années de sa carrière d'homme d'affaires membre de la jet-set, ses appartenances politiques ont été très variables. En effet, comme les électeurs américains ont la possibilité de déclarer leur affiliation politique lors de leur inscription sur les listes électorales, on sait que Donald Trump s'est inscrit comme républicain à partir de 1987, puis comme indépendant en 1999, puis comme démocrate de 2001 à 2009, avant de revenir au Parti républicain par la suite.

Ses dons témoignent de ces allers et retours. Sur la période 1989-2011, Trump a versé plus de 580 000 dollars au Parti démocrate, contre un peu moins de 500 000 au Parti républicain. Il a même invité en 2005 le couple Clinton à son mariage avec Melania, avant de verser 100 000 dollars à la fondation Clinton en 2009. Il se définissait alors clairement comme un *New York democrat*. À partir de 2011, et surtout depuis l'élection de Barack Obama en 2012, ses dons se sont portés davantage sur le Parti républicain, pour une somme totale de 463 000 dollars, contre seulement 3 500 en faveur du Parti démocrate.

Aujourd'hui, le programme politique de Trump bouscule les lignes qui opposent habituellement républicains et démocrates. Le président avance en premier lieu un nationalisme de repli, aussi bien en matière de politique étrangère que de politique intérieure. On peut rattacher à cette ligne les opinions xénophobes, voire racistes qu'il exprime régulièrement. Pour des raisons sans doute plus électoralistes que personnelles, il défend en outre la ligne de la droite chrétienne américaine, très conservatrice sur les questions de société. Mais l'un des thèmes principaux de sa présidence est aussi la défense des classes moyennes. Définies comme l'ensemble des Américains dont le revenu les place au-dessus du tiers

le plus pauvre et au-dessous du tiers le plus riche, elles se sont traditionnellement vu garantir des perspectives de prospérité par le contrat social américain. Cependant, comme l'a souligné le journaliste David Frum en 2016, elles se perçoivent depuis plusieurs décennies comme ignorées par le Parti républicain et trahies par le Parti démocrate². S'adressant plus particulièrement aux classes moyennes peu ou pas diplômées et majoritairement blanches, Trump leur a présenté en 2016 des réformes « populistes de gauche », hostiles à la mondialisation et aux élites, semblables à certaines propositions de Bernie Sanders. Les a-t-il réellement appliquées depuis janvier 2017 ?

Les réformes économiques en faveur des classes moyennes

Le président Trump a d'abord acté la remise en cause des grands traités de libre-échange, qu'il accuse d'avoir entraîné la fermeture de nombreuses usines aux États-Unis. Dès son arrivée à la Maison-Blanche, il a annulé la participation de son pays au Partenariat transpacifique, un vaste traité de libre-échange entre douze États des Amériques, d'Asie (sauf la Chine) et d'Océanie qui avait été signé en février 2016. Il a également mis un coup d'arrêt aux pourparlers entre les États-Unis et l'Union européenne sur un partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, puis exigé une renégociation du traité de libre-échange avec la Corée du Sud (dit Korus). Le président a surtout imposé une renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain, un traité commercial avec le Canada et le Mexique en vigueur depuis 1994. L'une des mesures les plus commentées de la nouvelle version du traité³ est l'obligation que 75 % de la valeur des automobiles fabriquées dans le cadre de l'accord le soient en Amérique du Nord, contre 62,5 % auparavant. Surtout, 40 à 45 % des composants des voitures devront désormais être fabriqués par des employés gagnant au moins 16 dollars de l'heure. Cela devrait favoriser la réouverture d'usines dans les États de la *Rust Belt*, cette région désindustrialisée située autour des Grands Lacs. Néanmoins, les effets de cette politique restent pour l'instant peu significatifs.

Trump a par ailleurs lancé un grand programme de rénovation des infrastructures censé apporter une amélioration sensible dans la vie

2. « The Great Republican Revolt », *The Atlantic*, janvier-février 2016.

3. Ce traité, signé en novembre 2018, doit encore être ratifié. Signe des temps, son intitulé permet à chaque État de mettre son nom en premier. Il s'agit donc du *United States-Mexico-Canada Agreement* (USMCA) pour les États-Unis, du *Tratado entre México, Estados Unidos y Canadá* (T-MEC) pour le Mexique et, pour le Canada, soit du *Canada-United States-Mexico Agreement* (CUSMA), soit de l'accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM).

quotidienne de la population américaine, notamment celle qui habite au sein du Midwest et des zones délaissées. Depuis le tournant libéral des années 1980, les ponts, les routes, les réseaux de chemin de fer, les systèmes de distribution d'eau, de gaz et d'électricité, ainsi que certains bâtiments publics (écoles, hôpitaux), n'ont pas été correctement entretenus par l'État. Le projet, auquel s'ajoute l'installation de l'internet haut débit, est clairement favorable aux classes moyennes et a reçu le soutien des démocrates. En avril 2019, à l'issue d'une réunion entre le président Trump, la speaker de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, et le leader de la minorité démocrate au Sénat, Chuck Schumer, a été annoncé un investissement de 2 000 milliards de dollars à cet égard. Il n'est pas certain que les républicains, qui détiennent la majorité au Sénat, acceptent de voter une telle somme.

130 D'autres mesures, quoique présentées par le président comme favorables aux classes moyennes, sont plus discutables. Ainsi, la grande réforme fiscale de décembre 2017 apporte certains allègements d'impôt pour les classes moyennes (par exemple, le doublement du crédit d'impôt par enfant), mais ces mesures cesseront de s'appliquer en 2025. En revanche, les baisses d'impôt pour les entreprises sont très importantes et sans limite dans le temps. Elles sont censées favoriser l'emploi, ce qui semble bien inutile dans un pays où le chômage est à son plus bas niveau (3,7 % en août 2019). Enfin, la pénalité pour les contribuables qui refuseraient de souscrire une assurance santé est supprimée, ce qui va affaiblir l'Obamacare. Il s'agit sans conteste d'une mesure défavorable aux foyers les plus modestes.

Si le bilan des mesures adoptées par le président Trump en faveur des classes moyennes semble peu concluant à ce stade, il n'en reste pas moins que cette partie de son projet politique correspond, dans sa rhétorique tout au moins, à celui des démocrates les plus radicaux, ceux qui souhaitent une remise en cause fondamentale du libéralisme économique pratiqué depuis les années 1980. Sur un autre grand chantier du Parti démocrate, en revanche, l'opposition avec le président est nette.

La défense des minorités

Tandis que le Parti républicain avait été fondé en 1854 par les abolitionnistes, le Parti démocrate est resté du côté des sudistes pendant la guerre de Sécession. La longue évolution idéologique de ce dernier parti ne s'est achevée que dans les années 1960, avec la signature par le président Johnson des grandes lois garantissant les droits de la communauté noire : le *Civil Rights Act* de 1964 et le *Voting Rights Act* de 1965.

Ces évolutions se sont poursuivies au lendemain de la convention démocrate de Chicago en août 1968. Cette année-là, le président Johnson avait renoncé à briguer un nouveau mandat et le candidat naturel, Bob Kennedy, avait été assassiné début juin. La convention se tint dans un climat de chaos et de violence, les manifestations contre la guerre du Viêt Nam se voyant réprimées par la police de la ville. Il fut généralement admis que le candidat investi, Hubert Humphrey, qui n'avait participé à aucune primaire au printemps 1968, n'avait pas été choisi de façon démocratique, mais à travers des manœuvres d'appareil. Il fut d'ailleurs battu par Richard Nixon lors de l'élection de novembre. Le Parti démocrate décida alors de revoir ses règles de fonctionnement. Les travaux de la commission McGovern-Fraser conclurent à la nécessité d'une sélection plus ouverte et plus juste des délégués à la convention. Désormais, la part des minorités allait être beaucoup plus importante dans la désignation des délégués qui votent pour les candidats et les programmes lors des conventions. C'est de cette époque que date le virage du Parti démocrate en faveur d'une politique véritablement multiculturaliste, favorable aux droits de toutes les minorités. 131

Inattaquable sur le plan moral, son efficacité fait pourtant débat. La création du mouvement « Black Lives Matter » en 2013, à la suite d'une recrudescence de violences policières contre les Noirs, et celle du mouvement #MeToo en 2017, contre le harcèlement sexuel en milieu professionnel, semblent montrer que les politiques de défense des minorités n'ont pas entièrement porté leurs fruits. D'autres critiques se sont fait jour, comme celles portées par l'universitaire Mark Lilla⁴. Selon lui, l'échec d'Hillary Clinton en 2016 est dû à son programme politique trop fragmenté, qui pouvait être lu comme une longue liste de mesures favorables à chaque groupe potentiellement victime de la majorité : les Noirs, les latinos, les Amérindiens, les femmes, les homosexuels et, addition plus récente, les personnes transgenres. Non seulement les Américains n'étaient plus envisagés comme un peuple uni et animé par un projet commun, mais les Blancs, singulièrement les hommes blancs, ne pouvaient figurer sur la liste. Ils étaient, au mieux, oubliés, au pire, considérés comme une majorité injustement avantagée depuis les origines et qui devait maintenant payer l'addition.

L'exaspération d'une partie des électeurs blancs a été captée et attisée par le président Trump. Ce dernier présente en effet la partie blanche de la population américaine comme une minorité elle aussi victime de

4. *La Gauche identitaire. L'Amérique en miettes*, Paris, Stock, 2018.

discrimination, et reprend en les amplifiant ses angoisses identitaires face aux transformations démographiques du pays. De fait, depuis les résultats de novembre 2016, un certain nombre d'études universitaires ont établi que les questions raciales avaient plus compté que les questions économiques dans le vote des électeurs de Trump⁵.

Le président continue donc à exploiter ce filon électoral aux antipodes des positions du Parti démocrate. Il est vrai que les élites démocrates, qui sont souvent des Blancs aisés et diplômés, cherchent plutôt à atténuer leur « culpabilité blanche » (*white guilt*) qu'à défendre leur groupe ethnique⁶. De façon collatérale, les attaques et les moqueries de Trump visent aussi le « politiquement correct » pratiqué par l'establishment progressiste. Les excès des intellectuels américains avaient déjà été dénoncés en 1987 par le journaliste Allan Bloom, dans *The Closing of the American Mind*.
 132 Aujourd'hui, sur les campus universitaires, les étudiants qui se disent « éveillés » (*woke*) aux discriminations réclament des espaces sécurisés, des alertes sur le contenu des programmes d'enseignement au cas où celui-ci pourrait les choquer, et une approche intersectionnelle des oppressions. À l'inverse des Blancs non diplômés électeurs de Trump, ils dénoncent le privilège blanc, les micro-agressions et l'appropriation culturelle.

Le piège de la radicalisation

Dans la campagne pour 2020, le président Trump va décrire ses adversaires comme des extrémistes, aussi bien sur les sujets économiques que sur les questions raciales. Il peindra Bernie Sanders et Elizabeth Warren comme des fous dangereux voulant faire des États-Unis une nouvelle Corée du Nord, tandis que Joe Biden sera présenté comme l'inepte second du président Obama. De même, sur les questions identitaires, Trump prédira qu'un futur président démocrate sera prêt à ouvrir toutes grandes les portes du pays à l'immigration et à accorder des avantages aux minorités. Son objectif sera d'effrayer l'électorat modéré et indépendant.

Il ne reculera pas non plus devant les provocations. Ainsi, le 14 juillet 2019, il a insulté les quatre élues de la *Squad* par tweet interposé, les

5. Cf., par exemple, Brian F. Schaffner, Matthew MacWilliams et Tatishe Nteta, « Understanding White Polarization in the 2016 Vote for President: The Sobering Role of Racism and Sexism », *Political Science Quarterly*, vol. 133, n° 1, 2018, p. 9-34; et, pour le cas particulier de l'Iowa, Ann M. Oberhauser, Daniel Krier et Abdi M. Kusow, « Political Moderation and Polarization in the Heartland: Economics, Rurality, and Social Identity in the 2016 US Presidential Election », *The Sociological Quarterly*, vol. 60, n° 2, 2019, p. 224-244.

6. Astead W. Herndon, « How “White Guilt” in the Age of Trump Shapes the Democratic Primary: The Changing Racial Attitudes of White Liberals Are Changing How 2020 Candidates Try to Win Votes », *The New York Times*, 13 octobre 2019.

appelant à « rentrer dans leur pays ». Si toutes sont issues de minorités, toutes ont vu le jour aux États-Unis sauf Ilhan Omar, née en Somalie. Quant à Ayanna Pressley, elle est africaine-américaine, ce qui laisse entendre que, pour Trump, les Noirs américains ne sont pas tout à fait américains... Cette attaque raciste ahurissante a amené les démocrates dans leur ensemble à se rallier derrière les quatre jeunes femmes. Ce type de manœuvres a pour objectif de forcer le Parti démocrate à donner de lui-même une image plus radicale, susceptible là aussi d'éloigner les électeurs modérés, au profit de la candidature Trump.

Le processus des primaires renforce cette dynamique. En effet, seuls les citoyens les plus motivés participent à ce processus de sélection du candidat officiel du parti. La primaire démocrate voit généralement les candidats présenter des discours et des propositions de plus en plus orientés à gauche afin d'attirer ces électeurs. Il y aura donc au printemps 2020 un processus de surenchère sur les questions économiques et de race ou d'immigration. 133

Or ces idées ne sont pas forcément compatibles avec la position de l'électorat démocrate dans son ensemble, sans parler bien entendu des électeurs plus centristes. Une étude menée en 2018 montre que les femmes démocrates blanches âgées de 30 à 60 ans, diplômées et habitant les banlieues du Midwest, particulièrement nombreuses à vouloir agir au lendemain de la victoire de Trump, ont conservé des opinions très modérées sur les questions économiques⁷. Leur mobilisation portait, de façon plus pragmatique, sur les possibilités d'organisation politique au niveau local, pour faire gagner les candidats démocrates dans leurs circonscriptions. De même, la communauté africaine-américaine ne se montre pas aussi exigeante sur les questions de race que les militants des campus universitaires. En août et septembre 2019, d'après un sondage *The Economist/YouGov*, 41 % des électeurs noirs qui pensent participer à la primaire démocrate du printemps 2020 préfèrent le modéré Joe Biden à tous ses adversaires, contre 19 % seulement des électeurs blancs. Et cela, malgré les propos maladroits de Biden sur l'amabilité de certains sénateurs ségrégationnistes dans les années 1970, et malgré la candidature de démocrates noirs très actifs sur ces questions, tels que Kamala Harris et Cory Booker.

Pour gagner, les démocrates doivent sortir de la sidération dans laquelle Donald Trump les a placés. Plutôt que de continuer à réagir à

7. Lara Putnam et Theda Skocpol, « Middle America Reboots Democracy », *Democracy*, 20 février 2018.

ses provocations en se radicalisant, aussi bien sur les sujets économiques que sur la question des minorités, plutôt que de continuer à considérer son élection comme illégitime, les démocrates doivent s'efforcer de construire une vraie proposition pour l'Amérique.

R É S U M É

Alors que le Parti démocrate est en pleine recomposition au lendemain de l'ère Clinton, le président Trump constitue un adversaire formidable dans le contexte de la campagne pour l'élection de 2020. Si les programmes des radicaux du parti, Elizabeth Warren et Bernie Sanders, rejoignent la rhétorique présidentielle sur le projet de remise en selle des classes moyennes américaines, les démocrates n'ont en revanche aucun point commun avec Trump sur les questions d'immigration et d'identité. Donald Trump va s'efforcer de pousser les démocrates à se radicaliser dans la campagne, afin de leur nuire dans les urnes.